

Edition PIRATE

Tribune



socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié - n° 000 -

décembre 1972 - 1F



ATTENTION UNE CHARRETTE PEUT
EN CACHER UNE AUTRE

7 JOURS DANS T.S.



Alors, ça y est, on a gagné notre Congrès dans le Nord: Rapport fédéral Thèses Vers le Communisme et puis des brouilles comme à propos des élections. Alors, on est content. Mais on a pas trop arrosé ça parcequ'on savait qu'y avait du boulot pour la semaine. Fallait préparer Toulouse ! Et puis, on dit tellement que le Nord est pas coopératif (PSU-Nationalement parlant) qu'on a voulu montrer que c'était pas vrai. Alors, on s'est dit "Si on soulageait TS ?" Ils ont tellement de boulot dans ce canard et tellement peu de place qu'on a pensé "Il faut contribuer". Alors, on s'y est mis.



Première réunion de Comité de Rédaction. Ca va vite, on est plein d'idées. On a tellement dit, écrit et vu de choses qui ont pas eu de place dans TS qu'on boucle une édition spéciale en moins de deux...

D'abord, bien sûr, y a les entreprises. Quand Thérèse, du BF du Nord, de la DPN et de la Commission Nationale Femmes a été licenciée pour motif politique, du poste d'OS qu'elle occupait à la Cima IHF, bien sûr qu'on a prévenu TS. Manque de bol: y'avait plus de place pour notre article ! On a quand même été bien content d'avoir 10 lignes. Mais, puisque cette fois ci, c'est nous qu'on fait, on va tout passer.



Et puis, en lisant le BERLIET EN LUTTE des copains du Rhône, on s'est rendu compte que TS avait pas eu assez de place pour passer tout l'article et que la rédaction, sans doute pour des raisons techniques avait dû couper la partie sur le débouché politique des luttes qui traitait de l'Unité de la Classe ouvrière, de l'Unité populaire et de l'attaque contre l'Etat. Alors nous, comme on aime bien les gens du Rhône et qu'on trouve que ce qu'ils disent n'est pas con et puis aussi, parcequ'on veut soulager TS, alors, on s'est dit "nous, on va passer le reste de l'article !"

Côté DOCUMENT, on a aussi voulu passer une lettre de Chapuis qui nous expliquait pourquoi on ne pouvait pas passer un article d'un de nos secrétaires fédéraux sur les Nouvelles Galeries de Thionville où il avait passé une semaine, en pleine bagarre pour le compte de la CNE. Il paraît que son article était pas bon du tout il paraît même qu'il était très mauvais. TRES, très mauvais. Mais nous, qu'on a des têtes de flamands, on a pensé que ça pouvait être intéressant de le passer quand même. Tant pis si on pense qu'on a pas des bonnes manières...

On avait aussi dans le Nord écrit des choses pour TS à propos d'une lutte populaire dans un quartier populaire HLM de LA MADELEINE, près de Lille. On avait écrit à TS, on avait téléphoné pour réserver une place... Manque de bol: Il y avait plus de place, ni dans TS, ni dans les PSU Informations des six mois suivants. Alors, nous, dans le Nord, toujours pour soulager TS on en a fait une brochure. Et puis, on vous la présente dans ce numéro de TS pirate

Et puis, les femmes disent: "Nous-aussi, on veut une page. y a des tas de choses qu'on peut dire qu'ici". Alors, comme on veut pas qu'elles nous traitent de phalocrates et puis surtout parcequ'on pense qu'elles ont raison et que c'est elles qui savent ce qu'y a à dire, on est tout à fait d'accord.



Tout ça, ça fait beaucoup de pages pour un petit budget en fric et en temps ! Surtout qu'on n'a pas que ça à faire ! Alors, on se demande si on retrouvera le POINT-HACHETTE qui a été volé par un copain et qui contenait une interview de Michel Rocard et qu'on voudrait passer dans NOTRE TS

Au moment de bouclier, on n'a toujours pas retrouvé le numéro du POINT-HACHETTE-ROCARD. Bien sûr, le POINT de Politique Hebdo, on les a tous mais le POINT-HACHETTE, on n'avait qu'un numéro ! Heureusement, DEFECTIVES vient à notre secours. En première page on annonce un article de notre secrétaire national sur le 3ème âge. Cependant, les femmes sont pas tout à fait d'accord. La pin-up qui jouxte Rocard leur fait dire qu'on tombe dans les plus bas travers de l'exploitation bourgeoise. On réfléchit. On s'interroge et puis, ensemble, on décide de passer quand même. Elles ne démissionneront pas de la Commission Femmes mais on continuera à prendre en charge les frais de déplacement non payés par le National.

Ouf ! on a fini. On n'est pas tout à fait content. On fera mieux la fois prochaine ! Et puis, on n'est pas des professionnels !

tribune
PSU **socialiste**

Directeur politique :
Christian Guerche

Directeur adjoint :
Gérard Féran

Comité politique : Robert Chapuis -
Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel.

Rédacteur en chef :
Yves Larrouy

Secrétaire de rédaction :
Gérard Borel.

Comité de rédaction :
Jean-Louis Auduc - François Brousse -
Gilbert Chantaire - Françoise Claire -
Robert Destot - Jacques Ferlus - François Gyr - Bernard Levy - Alain Moutot -
Dominique Nores - Lucien Saintonge -
Jean Verger - Philippe Guyot.

Directeur de la Publication Guy Degorce -
Rédaction, Administration : 9, rue
Borromée, PARIS (15^e) - 563-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

8^e congrès
toulouse

une chance à saisir

Partout, le mécanisme est le même : le suffrage universel n'est plus porteur de décision. Ce que l'on appelle la démocratie se résume à une caricature de représentation et, en fait, à une fuite devant les décisions politiques. Il ne s'agit que de donner carte blanche à une équipe ou à un homme.

Dès lors, les qualités théâtrales des principaux compétiteurs, leur capacité à se faire valoir, leur habileté stratégique à franchir ou éluder les chausse-trapes et à éliminer les concurrents sur le long parcours vers la candidature suprême deviennent les sujets de prédilection de ceux que l'on continue d'appeler, par inertie sans doute, des commentateurs politiques.

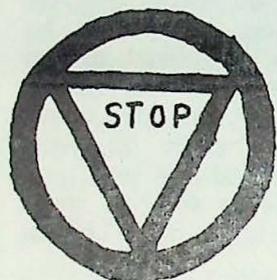
Michel ROCARD

sur l'autogestion

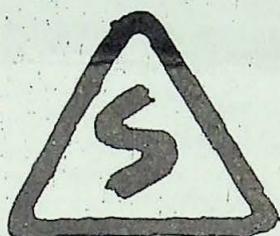
Robert CHAPUIS

Voir numéro spécial SYNDICALISME CFDT

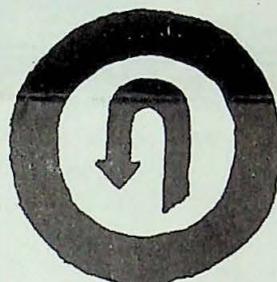
POUR une analyse politique de l'évolution du parti



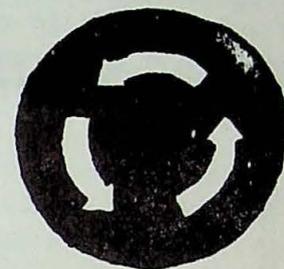
Congrès de Lille



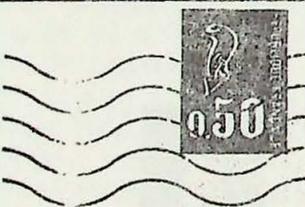
Entre Lille et Toulouse



Congrès de Toulouse



Après Toulouse



PSU : Une purge ?

Enthousiaste devant l'invitation de TS numéro 550 page 2 du 18 octobre 1972, je me décide à prendre la plume bien que peu optimiste en ce qui concerne sa parution. Je m'étonne que des articles de militants actifs et sérieux soient censurés (...)

Toute exclusion touche de près l'ensemble du mouvement ouvrier. Si les militants politiques qui subissent déjà la

répression de la bourgeoisie dans tous leurs secteurs d'intervention doivent encore subir celle de ceux qui sont soi-disant à côté d'eux dans la lutte l'avenir me semble très sombre camarades.

Il semble qu'il conviendrait de rétablir certains principes essentiels à l'intérieur de notre parti: Le respect du centralisme DEMOCRATIQUE, la lutte contre les politicards, l'affirmation de notre but: la prise du pouvoir par la violence de masse, la priorité de notre

lutte avec les travailleurs OS, les paysans, les femmes, les immigrés, contre le capitalisme et la prise en charge par eux-mêmes de leur émancipation

...

(F.P - Lille)



LA MADELEINE

Pour garder un terrain de jeux à leurs enfants, des mamans s'opposent à l'avance des bulldozers



Fin juin 72, la population ouvrière du quartier StCharles à LA MADELEINE voit arriver derrière chez eux, sur la butte qui constitue l'unique terrain de jeux de leurs enfants un bull-dozer qui commence à creuser et des camions qui emportent les terres. Renseignements pris, il apparaît que la Municipalité UDR a donné ce terrain au Tennis-Club de La Madeleine pour y construire un terrain couvert. Cette opération est ressentie par les locataires comme un vol. Les locataires s'organisent démarches à la mairie mais surtout, afin de créer un rapport de forces OCCBATION du terrain par les locataires eux-mêmes

hommes, femmes, enfants. Cette pression amène la Municipalité à céder. Les terres enlevées ne peuvent être récupérées mais en compensation, les locataires obtiennent l'aplanissement, l'aménagement et la clôture d'un terrain situé à droite du précédent et jusqu'alors inutilisable - ce qui constitue un gain pour les enfants. Cette victoire des familles populaire sur la bourgeoisie a été obtenue par la lutte en dehors des règles de la légalité bourgeoise et par l'UNITE POPULAIRE réalisée sur une base de classe entre les locataires, hommes et femmes, les jeunes, les travailleurs du chantier, les militants. Cette victoire montre la voie

L'article envoyé à TS il y a 6 mois n'est jamais passé. Rien non plus dans les PSU-Infos consacré au CADRE DE VIE. Il a quand même été diffusé aux "cadres du Parti" parce que la Commission Nationale Femmes l'a fait passer dans son DIRECTIVES spécial. L'analyse et le bilan de la lutte peut être trouvé dans une brochure DOSSIER ROUGE édité par la Fédération Régionale Nord-Pas de Calais: 1 franc

Parti Socialiste Unifié !
en sont exclus :

- Les anars
- Les maos
- Les trotskystes
- Les G.R.
- La Fédé de Paris

- ceux qui ...
- ceux dont ...



BAROU.

BERLIET : quels débouchés politiques AUX LUTTES

Ce que TS n'a pas voulu dire sur BERLIET (partie de BERLIET EN LUTTE coupée dans TS)

Maintenir les objectifs de la lutte

Car ce qui est en cause à Berliet est important pour tous les travailleurs, principalement ceux de la région lyonnaise et ceux de l'automobile.

Dans les objectifs même de la lutte :

- augmentation de 200 F par mois pour tous : mise en avant dès le début du conflit, soutenu par tous les ouvriers, c'est la remise en cause de la hiérarchie des salaires qui profite à ceux qui font appliquer la loi du patron.
- lutte contre l'organisation capitaliste du travail qui fixe les cadences, détermine les conditions de travail sur les lignes, les machines, et les différents postes de travail pour la recherche du maximum de rentabilité sans tenir compte de la sécurité, de la saleté, du bruit, de la chaleur etc ...

Pour sa réorganisation capitaliste ...

Berliet veut se réorganiser pour rester dans la compétition capitaliste. En 1970, pour assurer le calme, il a essayé la participation style Chaban Delmas par un contrat de



DÉBOUCHÉS POLITIQUES AUX LUTTES (suite)

progrès. Quelques mois après, un conflit balançait le contrat comme Pompidou balançait Chaban en 72 : "la nouvelle société" n'avait pas mordu auprès des travailleurs, elle ne les empêchait pas de continuer leur lutte.

Aujourd'hui, il s'agit pour Berliet de casser les organisations syndicales trop remuantes et les travailleurs combatifs.

... Berliet veut des organisations collabos !

Il lui faut assurer la paix sociale en faisant encadrer la classe ouvrière de Berliet par des organisations respectueuses des lois du système capitaliste, contre les roulanges, pour la collaboration permanente, etc...

La carte C.F.T. a été tentée mais la ficelle est un peu grosse : il est difficile de diriger une organisation dite syndicale depuis la direction du personnel sans que ça se voit ; personne ne s'est rallié sous cette bannière fascisante. Il ne faut pas pour autant sous-estimer ce danger qui persiste, surtout dans l'automobile (Citroën, Simca).

A présent la direction tente une solution de rechange plus subtile avec FO et la CGC. Celles-ci, amères de leur peu d'influence sur les travailleurs Berliet, refusent de faire front commun au moment même où la direction frappe les délégués et leurs organisations par la répression. L'avenir nous dira s'ils acceptent ou non de jouer la normalisation des travailleurs en faisant le jeu du patron.

La nationalisation dans le cadre du programme commun et des élections ?

Et si Berliet était nationalisé avec SAVIEM ? le PCF nous donne une idée idyllique de l'entreprise nationalisée parce qu'elle appartiendrait à l'Etat dit "de gauche" et que, dit le programme commun, il y aurait "un large développement de la participation des travailleurs et de leurs organisations à la direction et à la gestion des entreprises nationales."

Mais en pratique :

— la hiérarchisation actuelle des salaires sera-t-elle modifiée ? Les augmentations seront-elles uniformes ?

— le pouvoir hiérarchique sera-t-il supprimé ?

— qui décidera de l'organisation du travail ? des Cadences ? des réformes de structures ?

En un mot, quel sera le pouvoir des travailleurs ?

A toutes ces questions, le programme ne répond pas. Changer les directions au sommet ne change rien au fait que la "participation" c'est seulement "consulter" les travailleurs. Ce n'est pas le pouvoir des travailleurs.

Dans les entreprises nationalisées les travailleurs luttent aussi contre leurs patrons.



En somme — on nous demande uniquement de faire confiance : "avec la gauche au gouvernement, on tiendra compte de nos avis". Mais, en fait, à part le bulletin de vote lors des élections, les travailleurs ne pourront rien décider directement. Le remplacement de la direction actuelle par une autre nommée en accord avec le nouveau gouvernement, ne modifiera pas fondamentalement le pouvoir de la hiérarchie, ni les rapports de production fondés sur la division entre ceux qui commandent et ceux qui doivent exécuter.

Et tant que les travailleurs n'ont pas conquis le pouvoir pour eux-mêmes dans les entreprises et dans l'Etat (la police, l'armée, l'information, la justice, l'école, l'administration), la bourgeoisie conserve toutes les possibilités pour lancer ses offensives et revenir au gouvernement comme elle l'a fait après 1936 et 1945.

La stratégie révolutionnaire, c'est le débouché des luttes actuelles

Abandonner le développement des luttes pour un bulletin de vote et placer l'affrontement sur le terrain bourgeois du parlement coupé par sa nature des luttes des travailleurs ne conduira pas à la victoire.

UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE

Un des éléments de la stratégie patronale est sa volonté de diviser les travailleurs. La lutte contre la direction Berliet concerne tous les travailleurs des autres entreprises mais en premier lieu tous les travailleurs de Berliet : dans l'affrontement de classes les mensuels ne peuvent rester à l'écart.

UNITE POPULAIRE DANS LES LUTTES

L'organisation capitaliste du travail n'est pas propre à Berliet, elle se fait sentir dans toutes les entreprises c'est pourquoi nous sommes tous concernés. De même les conditions de travail, bruit, fatigue, transports longs et inconfortables n'existent pas que dans les entreprises : dans les HLM, dans les quartiers populaires, les travailleurs, leurs femmes, leurs gosses, les retraités sont soumis aussi à des conditions de vie insupportables et voient leur situation économique se dégrader par la montée des prix, les charges locatives de plus en plus lourdes, les loyers élevés.

C'est 24 heures sur 24 que le travailleur est exploité, c'est sur tous ces aspects de l'exploitation et de l'aliénation qu'il faut se battre. La lutte de Berliet rejoint la lutte dans les quartiers.

La bagarre sur l'emploi

La bagarre de Berliet c'est aussi celle des travailleurs de Montplaisir, les effectifs sont passés de 1600 à 1000, plusieurs centaines d'ouvriers de Montplaisir sont "prêtés" à Vénissieux, en un an une centaine d'entre eux ont pris leur compte fatigués d'être promenes dans l'entreprise. La rentabilisation de Berliet conduit à la réorganisation et à la liquidation des secteurs

entiers comme Montplaisir et à la décongestion de Vénissieux qui a commencé.

C'est une lutte pour l'emploi comme dans de très nombreuses entreprises de la région.

Unité Ouvriers — Paysans

Berliet draine dans la région la force de travail à bon marché que sont les paysans ou les fils de paysans, obligés de quitter leur terre.

Aujourd'hui, des agriculteurs se battent pour une juste rémunération de leur travail contre un système capitaliste qui les maintient en totale dépendance par le crédit, les industries agro-alimentaires et les trusts de distribution qu'ils soient privés ou sous forme de Coopérative. C'est pourquoi ils ont bloqué ces usines dans la région Rhône-Alpes, lundi 13 novembre.

Tout se rejoint : dans l'exploitation d'une entreprise comme Berliet, c'est toute une population qui est atteinte par le système capitaliste.

C'est en faisant l'unité dans les luttes avec les travailleurs des autres entreprises, avec les habitants dans les quartiers, avec les paysans qui n'acceptent plus le système que l'on réalise L'UNITE POPULAIRE capable de vaincre l'ennemi : le système capitaliste.

LA CIBLE PRINCIPALE : LA BOURGEOISIE ET SON ETAT

Car il ne suffit pas de s'attaquer seulement au patron. Pour vaincre définitivement c'est un combat classe contre classe qu'il s'agit de mener.

Car la classe dominante des Berliet et consors s'organise et se maintient par le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie : en contrôlant l'information à son profit, en faisant appel à la justice pour condamner les grévistes, aux flics pour les évacuer, à l'armée pour les remplacer.

Le patronat et l'Etat ne peuvent être attaqués séparément.

Le patronat et l'Etat sont une seule et même cible.

Pour abattre l'adversaire commun l'ensemble des couches exploitées doit s'unir.

Seule l'unité populaire contre la bourgeoisie et son Etat autour des travailleurs en lutte peut poser les bases du parti révolutionnaire dont nous avons besoin pour aller à l'affrontement révolutionnaire et au socialisme.

AUJOURD'HUI CA VEUT DIRE : CONTINUER ET RENFORCER LA LUTTE.

PSU parti socialiste unifié

9, rue Borromée, PARIS XVème tél : 566.45.37

Robert Chopin

Bureau National

à Alain Desjardins

Cher camarade,

La rédaction de Tribune Socialiste

vous a fait connaître le texte de ton article sur les nouvelles galeries de Thionville dans le numéro où il mettait en cause la fédération de Moselle ainsi que la direction nationale de la Fédération CFDT de Services.

Il est vrai que l'attitude d'un certain nombre de militants CFDT à Thionville a pu faire l'objet de l'information. Cela fait partie de l'information. Par contre, les appréciations en ce qui concerne le PSU et la politique nationale de la CFDT sont de l'ordre du jugement politique. Car ton droit le plus absolu de faire un tel jugement : il implique cependant qu'il y en ait d'autres. Ce ne peut être en effet à notre avis le jugement de parti.

C'est pourquoi nous nous proposons de faire connaître ton article à la fédération de Moselle pour qu'elle juge elle-même de son cas. Si elle juge bon de faire également un texte nous le publierons avec ton article ainsi que l'appréciation du Bureau National dans le prochain numéro de PSU - Information. Il va de soi qu'en effet sur le plan interne, ces jugements doivent pouvoir être présentés aux militants.

Avec nos amitiés socialistes et révolutionnaires
? /

Thionville

Gué — TS — 10 cara x 13 — —
LE MOUVEMENT OUVRIER EN
QUESTION AUX N G — — — —

Des employés du commerce qui en ont marre d'être sous-payés et de travailler de plus en plus durement, une CFDT locale imposant un schéma classique de conduite de la lutte, une extrême-gauche dans un comité de soutien ne réussissant pas à établir la jonction entre les différentes couches de la classe ouvrière autour de la lutte des filles et des gars des NG.

... le Joint Français... La longue grève du magasin de Thionville et du dépôt de Richemont montre à quel point de nouvelles couches d'exploités (immigrés, OS, femmes) entrent en lutte contre le capitalisme.

Ces luttes posent de très grosses questions au mouvement ouvrier traditionnel :

- a) Séquestrations, blocage de magasins ;
- b) Le syndicalisme ouvrier peu implanté dans ces milieux, ayant peu de cadres syndicaux parmi les immigrés, les OS et les femmes, est souvent face à des situations nouvelles très compteables de risques à prendre.

Si les immigrés de Pennaroya et les OS du Joint Français ont gagné sur la majorité de leurs revendications, il ne semble pas qu'il en sera de même pour les filles des NG. Certains pourraient penser que la direction générale des NG est plus dure qu'à Pennaroya ou à la CGE ; il n'en est rien.

Alors, pourquoi, après un mois et demi de grève, les NG n'ont-elles pas négocié ?

Pennaroya a plié par l'organisation de la lutte à l'initiative du Joint, l'unification des revendications entre établissement et la solidarité des couches populaires dans la lutte (comités d'immigrés à Lyon, comité de soutien).

Si la CGE, propriétaire du « Joint Français », a négocié sur les bases des revendications des grévistes, c'est à cause de la popularisation de la lutte, puis de la mobilisation de la population bretonne.

A Thionville, la CFDT (qui était aussi seule représentative au « Joint Français » et à « Pennaroya ») a refusé jusqu'à présent la jonction avec le comité de soutien, de même qu'elle ne s'est pas donnée les moyens de développer sérieusement le conflit dans le premier trust du commerce qui est représenté dans de nombreux magasins.

Ce double choix est le fait tant de l'interprofessionnelle de Lorraine que de la fédération du commerce.

Comment en est-on arrivé à cette situation bloquée ?

Le départ du conflit n'est rien moins que le phénomène d'explosion, de révolte, résultat chez les employés des grands magasins d'une exploitation de plus en plus grande : bas salaires, hiérarchie masculine et répressive, déqualification, bruits, etc.

A Thionville-Richemont, les quelques syndiqués à FO, non aidés par leur centrale, vont à la CFDT pensant « être mieux défendus ».

Dès l'organisation des premiers piquets de grève et meeting, les forces de répression ont été mises en action et les sites ont été fermés durement. Les filles des NG... Le rapport de force restera du côté du sous-préfet et de la direction la CFDT refusant la participation active de la population et du comité de soutien.

Le premier échec de cette grève

1. La CFDT
La CFDT de la Lorraine, habituée à lutter dans un secteur dominant la sidérurgie où elle est assez implantée n'a pas encore d'expériences de luttes importantes dans le secteur commerce. Elle fut surprise par le départ des grévistes... Le rapport de force restera du côté du sous-préfet et de la direction la CFDT refusant la participation active de la population et du comité de soutien.

— Majorité de femmes dans la lutte : vendeuses, caissières aux emplois les moins payés, subissant quotidiennement les mesures vexatoires, la hiérarchie, etc.
— La grève n'étant pas totale, le magasin est resté ouvert : chefs prenant la place des vendeuses... mais aussi embauche d'intérimaires ou déplacement de personnel d'autres magasins ;

— De l'absence de sensibilisation de la clientèle (majoritairement bourgeoise) aux revendications des grévistes en vue de masser progressivement la lutte.

CENSURE

Par contre, la Fédération des Services et du Commerce CFDT qui a de nombreuses expériences de luttes où les femmes sont majoritaires a été jusqu'à ce jour en retrait des initiatives habituelles.

— Refus de développer la lutte au niveau du trust;

— Adhésion au mouvement de Thionville mais sans jamais s'imposer à l'interprofessionnelle locale pour développer la lutte au plan régional.

2. Le comité de soutien

Lancé quelques jours après le début du conflit par des militants de la Cause du Peuple, des lycéens, des PSU et des inorganisés, il a, pendant plus d'un mois, été sans ligne politique précise pour quoi? Les camarades de la Cause du Peuple, tant plusieurs permanents, ont imposé leur ligne politique: suiviste par rapport aux positions de la CFDT, soutien financier mais aucune proposition politique sérieuse.

Les lycéens ont mené presque seuls un travail sérieux d'information sur les lycées de Thionville à partir de distributions de tracts, mais aussi de pièces de théâtre montées par eux-mêmes.

Les militants PSU au sein du comité de soutien (non soutenu par leur organisation), ont pas proposé une ligne cohérente pour animer le conflit, en partant des grévistes les plus radicalisés et pouvant dépasser rapidement le simple stade de la révolte.

3. La presse bourgeoise

L'influence de celle-ci est énorme, notamment le « Republicain lorrain », refusant notamment tout communiqué du comité de soutien. On peut dire aujourd'hui que la stratégie réformiste et démobilisatrice de la CFDT est mise en avant pour contrer le comité de soutien (dont les buts ne sont pas les mêmes! écrit la CFDT dans le « Republicain » du 20 mai) pouvant permettre la liaison populaire dans les quartiers, lycées, CET, usines et autres commerces.

L'unité populaire, rapport de force contre la bourgeoisie

Pour le samedi 20 mai à 16 h le comité de soutien apperait par un tract la nuit à 23 h 35 devant le magasin. A 15 h 35 devant 150 personnes le mouvement de l'UD CFDT invitait à la dispersion. Nombreux furent les présents, jeunes, ouvriers, clients qui ont crié « trahison ».

Pendant ce temps, les militants du comité de soutien s'affrontaient pour décider de l'attitude à tenir pour ne pas diviser les grévistes, mais aussi par rapport face aux forces de police.

Finalement, une ligne politique nous sommes allés à l'extérieur, parmi les 150 personnes dans la rue. La police n'a pu intervenir.

Ce fut un échec pour la police, la CFDT et la presse régionale. A partir de ce moment, quelques grévistes et la population comprirent qu'un comité de soutien pouvait servir à autre chose que des collectes.

de PAUw reprise

Une autre manifestation a eu lieu samedi 3 juin, ce fut l'occasion pour le cartel créé plus d'un mois après le début du conflit (CGT, CFDT, APF, FEN, PC, PS) de voir sa capacité de mobilisation et sa ligne politique.

Pour 20 personnes dans la rue, plus de 100 dans le groupe derrière le comité de soutien populaire où la dynamique des chants et des mots d'ordre était bien plus forte que dans la procession du cartel.

A la fin du meeting, le comité de soutien scandait: la parole aux paysans, la parole au « Joint Français ». La CFDT refuse. Des grévistes prennent alors la parole puis des militants du « Joint », des paysans prolétariés, des lycéens. C'est la première apparition crédible autonome; dommage que ce soit si tard!

Mais, du fait de l'absence de perspectives claires, de la fatigue, de la mise en place dans le magasin d'un syndicat autonome... la CFDT fait un pas vers le comité de soutien. On voit même dans la « Cause du Peuple » avec les maos à la porte du magasin.

La CFDT, face aux provocations (la fermeture du magasin par alerte à la bombe) se rapproche des forces militantes qui peuvent la sauver de cette mauvaise situation.

Toutefois, les militants du PSU sauront-ils imposer une ligne politique, en référence à la lutte de classe? C'est important quand face à une ligne qui propose le PSU, un responsable mao dit: « Les ouvriers du « Joint » ont crié victoire quand les UDR sont rentrés dans le comité de soutien ».

Les enjeux des organisations syndicales et révolutionnaires ne sont rien à côté des risques qu'ont pris les grévistes des NG.

A l'heure qu'il est, saurons-nous proposer à ces camarades, un débouché à leurs lésions?

Pour un part, je crois qu'après un mois de grève le conflit ne pouvait plus se terminer en victoire et de cela, la CFDT porte une lourde responsabilité.

Au bout de huit semaines de grève, que reste-t-il à faire?

— Voir avec les différentes instances de la CFDT pour étendre le conflit au niveau du trust, et pas seulement par des grèves illimitées.

— Organiser la solidarité au plan national et ce, sans sectarisme d'organisation.

Les victoires des femmes immigrés, OS contre les capitalistes seront à la mesure de l'adaptation du syndicalisme, peut-être, mais surtout le fait pour le mouvement révolutionnaire de son insertion parmi les masses en luttes, tant par la pratique que la théorie.

épreuve retirée au marbre

sur le front des luttes

I H F Croix (Nord)

combattre ensemble

D'une OS, responsable politique licenciée parceque militante politique. 44 ans, mariée, 5 enfants dont deux encore à charge. Profession: vouée au chômage...

POURQUOI ?

A cause de sa condition de femme: A 44 ans, on est trop vieille pour se faire embaucher. A cause de sa fonction de militante: A 44 ans, on est (encore!) dangereuse quand on a des idées politiques! Alors, la répression s'abat!

LA SITUATION

Je cherche depuis pas mal de temps du travail - parceque le salaire "textile" de mon mari n'est pas suffisant dans le contexte actuel. - Parceque il est important que la femme puisse être indépendante économiquement.

Les entreprises refusent de me prendre. Soit parceque réellement, elles veulent des femmes jeunes qu'elles peuvent exploiter davantage sur le plan des salaires et même sur le plan sexuel et qui, en principe sont plus vives et plus résistantes. Soit parcequ'elles cachent derrière ce motif un refus d'employer une femme dont elles connaissent l'activité militante et les activités dures qu'elle a mené sur la place.

Je réussis quand même à trouver une place d'OS dans une entreprise métallurgique internationale qui a un besoin immédiat de beaucoup de personnel ce qui rend les enquêtes difficiles rapidement sur tout le personnel .../...

sur le front des luttes

Je subis une première sélection et, malgré mon âge, mes tests de rapidité sont favorables. Je suis embauchée d'autant plus que (dixit la direction) mon âge leur garantit moins de risques de maternité.

Je suis les cours de formation pendant une semaine pour que -disent-ils - tout aille bien car ils n'aiment pas perdre ceux qui sont sélectionnés par les tests.

Je rentre en atelier où je me fais bien accepter tout de suite. Je m'en sors d'autant plus qu'à la formation on nous a répété qu'il fallait au moins 2 mois pour attaper notre cadence et qu'il ne fallait pas nous décourager.

Pourtant, en dépit de toutes ces conditions favorables, je suis licenciée au bout de 3 semaines parcequ'ils ont eu le temps de recevoir des renseignements sur mon compte

Toute leur attitude prouve que mon licenciement est injuste. Et les travailleurs ne s'y trompent pas quand ils disent: "il y a quelque chose derrière ce licenciement, on n'a jamais vu ça !"

LES CAUSES

Depuis longtemps je suis militante familiale et j'ai mené avec d'autres camarades des actions très dures sur le logement. J'ai participé activement à la lutte contre les expulsions d'immigrés où j'ai subi, avec les autres la répression policière. Je suis militante PSU, responsable fédérale et nationale, apportant à ces divers niveaux les aspirations des travailleurs avec lesquels je vis et je lutte contre les injustices du système

Je suis donc une affreuse GAUCHISTE, une INDESIRABLE !

LE LICENCIEMENT

Malgré la grève spontanée de tous les travailleurs de mon atelier (les 2 équipes + ceux de la journée), malgré la satisfaction de ceux qui me donnaient directement le travail (mais qui, paraît-il, n'ont aucun droit de juger car seule la maîtrise le peut) la maîtrise décide de me licencier parceque, selon eux JE SUIS TROP INTELLIGENTE POUR TRAVAILLER EN ATELIER (Alors, nous, on est pris pour des cons, disent les copains !). La maîtrise choisit POUR MOI, MON bonheur (!) en me licenciant parceque je ne serais pas heureuse (!) dans l'entreprise.

Malgré les démarches des travailleurs appuyés par les syndicats, le chef du personnel a dit formellement que la décision était irréversible et pour cacher la sale manœuvre (c'était quand même un peu gros de me licencier seule ils ont licencié en même temps Paulette qu'ils avaient mis sur un tour, sans aucun apprentissage. Paulette est une victime indirecte de la chasse aux militants.

CE QUE CELA CACHE

Après André, Yves, Marceau et combien d'autres licenciés sur Lille-Roubaix-Tourcoing, la bourgeoisie continue à abattre les militants combatifs. Elle les prive de leur droit le plus strict: LE DROIT AU TRAVAIL. Elle cherche à les isoler de leurs camarades de travail, les calomnie. Mais les camarades ouvriers ne s'y trompent pas: si une grosse usine de métallurgie (2 200 travailleurs sur la place) licencie UNE FEMME parcequ'elle est militante politique, c'est parceque la Direction a PEUR. Et à travers elle, c'est toute la bourgeoisie qui a peur. Parcequ'elle veut des travailleurs dociles, disciplinés qui acceptent sans rechigner leurs conditions de travail, de transport etc... Mais, manque de bol, les travailleurs venant des Mines viennent de mener une grève de 15 jours sur leurs conditions de transports et la section PSU les a soutenu C'est cela qui inquiète les patrons et c'est sans doute cela qui...aggrave mon cas !

La bourgeoisie veut décider de tout. Elle veut l'autorité. Elle veut être la seule compétente: un vieil ouvrier se fait remettre en place vertement parcequ'il a pris une initiative.

La bourgeoisie veut diviser les travailleurs par l'organisation du travail, par les différences de salaires par les jugements qu'elle porte (les intelligents, les rapides...).

C'est parceque j'ai dénoncé tout cela que j'ai été licenciée.

Les travailleurs le savent: ils remettent en cause l'arbitraire, l'incompétence des chefs, les conditions de travail qu'on leur impose. Mais ce qui fait peur à la direction, c'est que cette révolte peut prendre une dimension POLITIQUE. C'est pour cela qu'il faut éliminer à tout prix ceux qui posent les problèmes en termes politiques.

Dans l'usine, les syndicats n'ont pas révélé le véritable motif du licenciement. Ils sont rentrés dans le jeu de la légalité en disant "Ces femmes sont en période d'essai, elles peuvent légalement être licenciées. Le PSU a fait par tract une explication des motifs réels et les travailleurs ont tout de suite compris. Dans ce fief du PCF, ils ont dit: "Ce ne sont pas TOUS les militants qui sont réprimés, mais seulement ceux qui remettent en cause le système"

LES CONSEQUENCES DIRECTES

Il faut vivre... J'ai recommencé à faire les annonces, les halls d'attente, les questionnaires, l'ambiance de concurrence entre travailleurs qui ont TOUS besoin de trouver du travail.

Mon dossier me suit: les RG sont compétents et organisés Pour une femme mariée avec des enfants, il ne peut être question de s'expatrier...

NOTRE LUTTE

Ne nous y trompons pas. L'ennemi est fort et possède tous les atouts dans son jeu et toutes les complicités Nous devons montrer aux travailleurs comment la bourgeoisie exerce sa violence en privant des hommes et des femmes de leur gagne-pain parcequ'ils ont l'audace de refuser de subir et de s'organiser collectivement pour faire face.

Nous devons proposer aux travailleurs des ripostes qui ne soient pas des trahisons.

Seule la lutte paie, seule l'Unité des travailleurs sera une riposte efficace contre le pouvoir arbitraire des patrons et de leurs alliés.

Il faut renverser la vapeur, il faut par la lutte, préparer la dictature du prolétariat.



déetective

DEBARGE LE ROI DU TOUT-PARIS EST MORT COMME UN LOUP SOLITAIRE

16-17

M. MICHEL ROCARD

DEPUTE des YVELINES

**LA CHARTE
DU 3^{ème} AGE**

VICHY

Son amour s'est brisé la nuit même de ses noces

67

DETECTIVE : — Tout le monde est conscient aujourd'hui de la situation souvent difficile — et parfois dramatique — des personnes âgées. Or vous êtes, M. le député, le rapporteur d'une proposition fort intéressante pour une Charte du 3^e âge. D'abord, comment cette idée de Charte est-elle née ?

M. Michel ROCARD : — L'intérêt de ce document est qu'il est le fruit du travail d'un intergroupe d'études parlementaire où se sont retrouvés des députés de toutes tendances allant des U.D.R. jusqu'aux communistes en passant par des Républicains indépendants, des Centristes, des Socialistes, des Radicaux et moi-même. C'est assez dire que ce projet de Charte dont j'ai eu l'idée n'est entaché d'aucune arrière-pensée politique.

DETECTIVE : — Ce qui lui donne évidemment un poids considérable. Cela dit, on peut entrer dans le vif du sujet. Avec des chiffres, par exemple ?





Ce livre nous vient du Japon. Il est écrit par un des plus grands médecins de ce pays, le Dr SHA KOKKEN. Pour aider les nombreux couples qui ignorent comment réussir une entente heureuse de leurs corps, alors que leurs cœurs battent à l'unisson.

Ces couples trouvent dans « SEXUELLE TECHNIK » une documentation très sérieuse, très claire et compréhensible sur les méthodes à employer et l'indispensable hygiène. Les nombreuses illustrations instruisent le lecteur aussi clairement que possible sans le choquer jamais. Des précisions, oui. De la vulgarité, jamais.

Il faut lire ce livre remarquable qui allie à une extrême délicatesse de sentiment, une connaissance profonde du cœur et du corps humains.

« Sexuelle Technik » n'est pas un ouvrage érotique. C'est une œuvre dont l'auteur connaît l'importance de l'amour dans la vie des hommes.

« Les rapports conjugaux ne sont plus exclusivement un acte de procréation, mais un constant et attrayant dialogue amoureux entre les époux. Les nouvelles conceptions sexuelles dans le mariage exigent aussi la connaissance et la pratique d'une hygiène précises afin de déclencher les joies érotiques. »

Ces lignes sont extraites de l'avant-propos du Docteur SHA KOKKEN.

Traduit dans presque toutes les langues, ce livre voit son tirage dépasser 2 500 000 exemplaires. Il est envoyé franco par les EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, PARIS-17^e, C.C.P. Paris 67-47-57. Prix : 55 F en chèque bancaire ou C.C.P.

Aucun envoi n'est fait contre remboursement, ni payable à réception.

Veuillez m'envoyer « SEXUELLE TECHNIK » (T.S.)
 M.
 Adresse
 Mode de paiement

offrez des livres

Avec vos vœux,

TS n° 549

page 11

SOS SPECIAL FEMMES

créé par une femme pour toutes les femmes

CONNAISSEZ
VOS
POSSIBILITÉS

PROTÉGEZ
VOS
DROITS

Couple - Sexualité -
Contraception
Crèches - Écoles
Orientation scolaire et
professionnelle
Bourses - Travail
Maladie - Accidents
Sécurité sociale
Allocations diverses
Assurances etc...

Contrat de mariage
Séparation de corps
Divorce - Garde des enfants
Pension alimentaire
Donations - Testament -
Viager - Retraite
Achats - Ventes - Crédit
Copropriété - Locations
Associations - Commerce
Affaires - Sociétés
Impôts etc...

EXPOSEZ VOTRE SITUATION EN TOUTE CONFIANCE
Discretion totale assurée

Écrire : SERVICE «SPECIAL FEMMES»

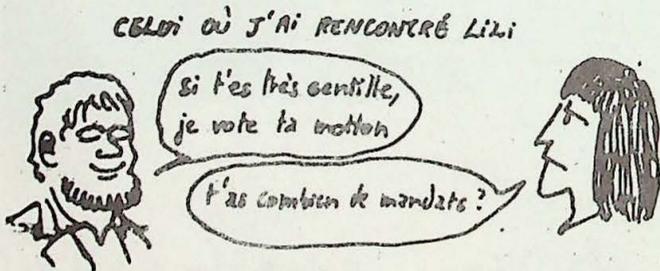
C/O Information 2000, 27 rue Clauzel, 75009 Paris.
(Indiquer référence TS.)

Introduire chèque de règlement de 30 F à l'ordre de Service - Spécial Femmes -

Si ce service ne répond pas
Appeler soit M^{lle} Grégoire sur RTL
soit Madame Soleil sur Europe
Mais n'appellez pas la Commission Nationale Femme
Cela ne fait pas partie de ses services.....

Exotisme ou exotisme...

Pour les «couches techniciennes» exclusivement !



Les rapports Hommes-Femmes dans le PSU

Commandes à
la librairie de

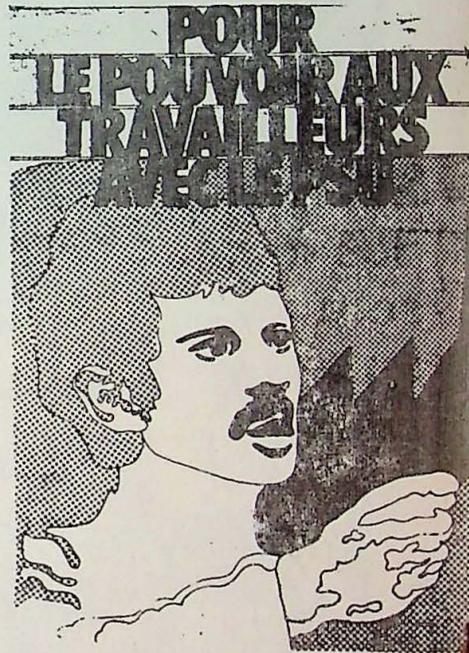
tribune
PSU socialiste

9, rue Borromée, Paris-15^e
C.C.P. 58 26 65 Paris

POUR
LE POUVOIR AUX
TRAVAILLEURS
AVEC LE PSU



Les femmes à la maison



Les hommes à l'Usine

LA LIBERATION DES
FEMMES
illustrée par le PSU